

FEMMES , PAIX ET SECURITE : EXPLORER LES SITUATIONS DES CONFLITS EN AFRIQUE

LES MEILLEURS PRATIQUES , LECONS APPRISES AU BURUNDI ET
DANS LA REGION DE GRANDS LACS AFRICAINS

Par Catherine MABOBORI

PRESIDENTE DE SOFEPA (Solidarité des FEMMES
PARLEMENTAIRES) , Ex Présidente du CAFOB

LA REGION DES GRAND LACS

Au départ , un noyau de 4 pays (BURUNDI, ZAIRE , RWANDA et Ouganda) qui s'étaient regroupé en organisations sous régionales comme

- CEPGL(Communauté Economique des Pays de la Région des Grands Lacs ,
- EGL (Energie des GRANDS LACS)
- IRAZ (institut de recherche agronomique et Zootechnique)
- OBK (Organisations du Bassin de la KAGERA)
- Toutes ces initiatives se sont effondrés avec les crises qui ont embrasé la RGL

DEFINITION PLUS LARGE AUJOURD'HUI

- Constat : interaction des conflits dans la RGL
- LA RDC par exemple partage les frontières avec neuf pays : Rwanda , Burundi , Ouganda , Tanzanie , Sudan , Centrafrique , CONGO Brazza , Angola
- Interaction basée sur le flux des réfugiés , circulation des armes , exploitation des ressources etc....
- Cette interaction a poussé à l'élargissement de la RGL au sein de la CIRGL qui comprend aujourd'hui 11 pays , including Kenya

SA MISSION

- L'adoption du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des grands lacs par les Chefs d'Etats des 11 pays à Nairobi, le 15 Décembre 2006 a été un événement déterminant dans les efforts de consolidation de la paix dans cette région .
- Ce pacte a comme objectif ultime de « **transformer la Région des Grands Lacs, dans le cadre de notre destin commun, en un espace de paix et de sécurité durables, de stabilité politique et sociale, de croissance économique et de développement partagés, par une coopération et une intégration multisectorielles au seul profit de nos peuples** »
(page 3 du Pacte)

PROGRAMMES ET PROTOCOLES

- A titre de rappel , Le pacte comprend 10 protocoles et 4 programmes d'action à savoir : (i) paix et sécurité, (ii) démocratie et bonne gouvernance, (iii) Développement Economique et Intégration Régionale et (iv) Questions humanitaires et Sociales
- Parmi les protocoles faisant partie intégrante du Pacte , il ya le Protocole relatif à la Prévention et la Répression de la Violence Sexuelle contre les femmes et les enfants
- Et dans le cadre du programme démocratie et bonne gouvernance , il est prévu **un forum régional des femmes qui est déjà en place et des forums nationaux**

PROCESSUS DE PAIX BURUNDAIS - ET EVENEMENTS QUI L'ONT PARSEME

- Pour le cas du BURUNDI , le processus de paix a connu plusieurs étapes
- L'assassinat du Président Melchior NDADAYE le 21 octobre **1993** a ouvert la crise la plus longue et la plus couteuse en vies humaines et en biens matériels de toute l'histoire du pays avec des conséquences tragiques sur presque tous les citoyens burundais.
- Négociations de **KAJAGA** (Hôtel où étaient retranchés les autorités qui venaient de subir le coup de force , actuel CLUB DES VACANCES)entre les leaders des partis politiques en janvier 1994 en vue de combler le vide politique au sommet de l'Etat.
- RESULTAT : CONVENTION DE GOUVERNEMENT , désignation de Cyprien Ntaryamira comme Président de la République le **5 février 1994** et la mise en place d'un gouvernement de consensus(le Parti qui avait gagné les élections avait perdu la légitimité car il avait livré à la vindicte populaire des citoyens qui n'étaient pas de son obéissance)

PROCESSUS DE PAIX BURUNDAIS

(suite)

- Deux mois après ,le Président NTARYAMIRA est emporté dans l'attentat contre l'avion du Président Rwandais HAVYARIMANA le 6 Avril 1994
- Les nouveaux pourparlers ont abouti à la signature d'un Accord portant **Convention de gouvernement** entre les Forces de Changement Démocratique et les Partis Politiques de l'Opposition.
- Valable pour la période du 10 septembre 1994 au 09 juin 1998, cette convention devait servir de base pour la mise en place d'institutions de consensus et prévoyait l'organisation d'un débat national de fond sur les problèmes majeurs du pays. Le Président de l'Assemblée Nationale est porté à la tête de l'Etat.
- Des frustrations naissent de cette arrangement car certains voulaient organiser des élections immédiates
- Naissance de la rébellion dirigée par Léonard NYANGOMA , un de ses compagnons de lutte du Président désigné

PROCESSUS DE PAIX BURUNDAIS(suite)

- Le débat interne ne permet pas de mettre fin à la crise parce que certains de ses acteurs dont notamment les chefs des mouvements armés , (ancien et nouveau) n'avaient pas été associés. L'idée négociations supervisées par un médiateur extérieur s'imposait.
- La Fondation Jimmy Carter en collaboration avec l'OUA et le Président malien Amani Toumani Touré ont organisé un sommet des Chefs d'Etats voisins du BURUNDI au Caire les 28 et 29 **novembre 1995**, inaugurant ainsi une dynamique politique régionale dans le processus de paix burundais. C'est cette dynamique qui donnera naissance à ce qui a été appelée « **Initiative régionale pour la paix au Burundi** » dirigée par le Président ougandais Yoweri Museveni. Au cours de ce sommet ,Julius Nyerere, ancien Président tanzanien, fut proposé comme médiateur dans le conflit burundais. Sa nomination a été entérinée par un autre Sommet de Tunis du 16 au 18 **mars 1996**.

PROCESSUS DE PAIX BURUNDAIS (suite)

- Coup d'Etat en 1996 qui ramène le Président BUYOYA au pouvoir en remplacement du Président NTIBANTUNGANYA (Son retour n'a pas été beaucoup combattu à l'intérieur du pays car il avait pacifiquement cédé le pouvoir en 1993. Pour certains , c'était un coup salvateur , pour d'autres c'était un coup d'arrêt à la démocratie)
- Embargo des pays de la sous région pour forcer la junte à négocier sous la pression des opposants à l'extérieur du pays et sous la pression du Médiateur désigné lors du Sommet de TUNIS
- Négociations secrètes avec la facilitation de la COMMUNAUTE DE SAN EGIDIO en Italie entre le gouvernement et le mouvement rebelle de NYANGOMA (1996-1997) – échec car il y a eu des fuites , on apprend ces négociations par la voie des ondes de la BBC . Certains partis politiques crient à l'exclusion .
- Cette initiative privée et secrète est remarquable en ce sens qu'elle réussit à mettre en présence les deux protagonistes principaux du conflit burundais à une époque où chacun reste prisonnier de la représentation diabolisée de l'autre - *effet brise glace*

Suite

- NEGOTIATIONS D'ARUSHA en 1998 où la C S E continue à jouer un rôle – **Accord (politique) pour la paix et la Réconciliation en Aout 2000**
- **Transition politique en deux temps 18Mois- 18Mois avant les élections**
- NEGOTIATIONS DE CESSEZ LE FEU AVEC LES MOUVEMENTS REBELLES : le dernier est intervenu au mois de **décembre 2006 ?**. Les descensions internes répétitives n'ont pas permis l'accélération de ces négociations
- Pendant ce temps , les groupes armées et les forces gouvernementales rivalisent dans la violence et dans les tueries . **Même les étrangers et les personnalités d'un grande autorité morale ne sont pas épargnés (Archevêque RUHUNA , Nonce Apostolique Michel KOUCHNET , Le représentant de L'UNICEF ZUNIGA ,**
- On sait quand la guerre commence mais on ne sait pas quand elle termine

IMPLICATION DES FEMMES ET LEUR ODYSSEE A ARUSHA

- EMBARGO devient un stimuli pour s'impliquer dans les négociations qui débutent formellement **en 1998**
- Jusque là les femmes se contentaient des réunions entre elles , des campagnes de pacification, des déclarations sur les médias , des marches manifestations , l'assistance aux personnes déplacées , l'encadrement des jeunes qui semblaient de plus en plus dans le banditisme , dans la consommation de l'alcool , et des stupéfiants (**ce sont aussi des meilleurs pratiques qui ont permis de stabiliser le pays)**
- convaincues des effets contre-productifs de l'embargo et sous le leadership des femmes de la société civile, les femmes en général, y compris celles des partis politiques , ont décidé de mettre de coté leurs diverses appartenances et divergences pour parler le même langage sur cette question.

Suite

- En effet, ces sanctions ont créé un état de privation avec la rupture de stocks des produits de 1^{ère} nécessité, des médicaments, du carburant, les intrants agricoles
- les femmes ont essentiellement profité de toutes les rencontres régionales et internationales pour mettre en exergue les conséquences désastreuses de l'embargo sur les personnes vulnérables et spécialement les femmes et les enfants. LES femmes de la Sous région ont été mises à contribution (SPECIOSA KAZIBWE DE L'OUGANDA et ALOYSIA INYUMBA du RWANDA)
- Cette mobilisation autour des actions d'intérêt commun a permis de jeter les ponts entre les communautés ethniques et de bâtir une certaine confiance entre les femmes d'un cote et les autres membres de la communauté d'un autre .

IMPLICATION DES FEMMES (suite)

- La participation des femmes fut acquise au troisième round des négociations après un rencontre avec le Président MUSEVENI mais là aussi sans droit à la parole
- Cependant, les femmes se sont organisées dans les couloirs des salles de négociations à Arusha , pour faire un lobbying serré auprès des négociateurs, de la médiation, de la facilitation et des diplomates sans se lasser.
- La délégation des femmes obtint finalement **un statut d'observateur après un année de négociation** (janvier 2000 , huit mois avant la fin des négociations)
- Inclusivité et large consultation : facteurs de réussite (femmes société civile, politiques , femmes rurales , diaspora)

IMPACT DE LA PARTICIPATION

- Des négociations plus ouvertes : sont passées progressivement d'un débat exclusif entre les représentants des partis politiques et mouvements armés, vers un débat plus ouvert et plus démocratique dans lequel les Burundais pouvaient aborder des questions d'intérêt commun telles que la sécurité, les garanties de la participation politique, le développement économique et le respect des droits fondamentaux de la personne humaine.
- l'intégration d'une perspective sexo-spécifique dans les processus de négociation, de rétablissement de la paix et de reconstruction.

IMPACT

- La référence explicite aux droits et devoirs proclamés et garantis par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans l'Accord de paix était un gain important pour les femmes. Cette convention fait aujourd'hui partie intégrante de la Constitution de la République du Burundi.
- Par ailleurs, toutes les dispositions en rapport avec le genre contenues dans l'Accord de paix ont été incluses dans la Constitution actuelle de 2005.
- Viol a été incluse comme crime contre l'humanité et crime de guerre mais ignoré suite aux pratiques d'amnistie

IMPACT

- Un rôle de catalyseur sur le rythme des négociations : Les femmes ont joué un rôle important en interpellant les négociateurs à quitter le terrain de négocier le partage du pouvoir et se concentrer plutôt aux questions d'intérêt général en particulier la cessation des hostilités
- L'exigence des femmes pour la cessation immédiate des hostilités a été un catalyseur pour l'avancement des négociations
- Humanisation des négociations: l'arrivée des femmes a contribué à amener plus de civilité entre les négociateurs. Avant les hommes se regardaient en chiens de faïence, s'accusaient mutuellement des fois avec des expressions très fortes et très dures. Avec la présence des femmes, les hommes se sont montrés plus civilisés ; ils avaient peur de

IMPACT

- Pour les femmes, il s'agit d'une prise de conscience quant à leur rôle d'acteurs et de bénéficiaires de la paix découlant d'une appropriation du processus de négociation par les femmes suite à la mobilisation et l'échange d'information organisés à cet effet
- Cette participation aux négociations a produit un éveil politique des femmes qui s'est traduit par une augmentation du nombre de femmes adhérant dans les partis politiques.

IMPORTANCE DE LA SOLIDARITE

- FAS , AWA , UNIFEM: leur appui a facilité des rencontres et conférences diverses regroupant les femmes de l'intérieur du pays et celles de la diaspora à Kampala et Prétoria (octobre 1998), Arusha (juillet 2000) et Pretoria (2003). Ces rencontres ont permis aux femmes de préparer une position commune sur toutes les questions en débat à Arusha à présenter à la médiation, aux facilitateurs et aux négociateurs. Elles mettaient à profit ces occasions pour exiger la participation des femmes aux négociations.
- Les femmes dans la médiation : Carolyn Mackskie , Ruth PERRY ,
- Mission de solidarité – AFWIC – FAS – ont permis ma visibilité des actions des femmes burundaises
- Formation en Résolution des conflits (FAS, IA , UNIFEM ,Search for Common Ground)

INITIATIVES REGIONALES

- Création des cadres d'échanges
- COCAFEM GL / Concertation des collectifs des associations des femmes de la région des GL
- Echange d'expérience et duplication des meilleurs pratiques ex : Village of HOPE ETC
- Soutien mutuel : Déclaration des femmes burundaises à l'intention des Chefs d'Etat de la sous région réunis à BUJUMBURA le 4 Décembre 2004 pour qu'ils s'impliquent dans la lutte contre les violences sexuelles en RDC
- Plan d'action régional sur la R1325 qui va permettre le traitement des sujets de préoccupation commune comme les crimes transfrontaliers , le trafic des femmes , le commerce transfrontalier

IMPLICATION DES FEMMES DANS LE PROCESSUS DEMOCRATIQUE ET DANS LA GOUVERNANCE

- Révision des lois : Constitution , code électoral (parité ou quotas) , mise en place de la CENI- caractère intègre et impartial des membres
- RDC : principe de la parité , difficulté dans l'application mais c'est une base de négociation pour les futures lois
- Synergie femmes politiques et société civile dans le plaidoyer pour la révision des lois et dans la mobilisation des femmes pour les élections

PARTICIPATION DES FEMMES DANS LES INSTANCES DE PRISE DE DECISION (après les élections de 2010)

- 32% à l'Assemblée Nationale sans cooptation
- Parité au sénat réduite à 46% par la présence de Anciens chefs d'Etat (1^{ère} position en Afrique et 2^{ème} au niveau mondial)
- 43% au gouvernement
- Plus de 30% au conseil communal
- Stastusquo au conseil collinaire et pour les gouverneurs de province
- Effort d'arriver à au moins 30% dans les postes nominatives mais le niveau de compétence est souvent limitatif

RECOMMANDATIONS A CONDIDERER COMME DES VALEURS PARTAGEES

- La DSEGA qui est à l'origine de la parité au niveau de la Commission de l'UA devrait être la référence
- Dans le cadre des mécanismes de promotion de la paix et la sécurité au niveau de l'UA , se référer à la R 1325
- Système d'évaluation et de monitoring à deux sens ou d'évaluation par les paires . Les bureaux de l'UA devraient être mis à contribution
- Développer et renforcer les alliances et les réseaux entre les femmes africaines

Merci de votre attention